



C'ÉTAIT

IAN HAMEL

BERNARD

TAPIE

l'Archipel

C'ÉTAIT
BERNARD TAPIE

DU MÊME AUTEUR

- Xavier Bertrand, l'obstiné*, L'Archipel, 2021.
Tariq Ramadan, histoire d'une imposture, Flammarion, 2020.
Le Mystificateur. 25 ans dans l'ombre de Bernard Tapie, avec Marc Fratani, L'Archipel, 2019.
Notre ami Bernard Tapie, L'Archipel, 2015.
Banquier. Un Suisse dans le grand banditisme, entretiens avec François Rouge, La Manufacture de Livres, 2015.
L'Affaire Ségalat, ou la présomption de culpabilité, Éditions du Belvédère, 2013.
Les Bettencourt, derniers secrets, L'Archipel, 2013.
Sarko et Cie. La République des copains et des réseaux, L'Archipel, 2011.
Et si la Suisse ne servait plus à rien ?, Larousse, 2010.
L'Énigme Oussama Ben Laden, Payot, 2008.
La Vérité sur Tariq Ramadan : sa famille, ses réseaux, sa stratégie, Favre, 2007.
Quid du canton de Genève, Connaissance et Communication, 2003.
Les Guyanais, Français en sursis ?, Entente, 1979.

IAN HAMEL

C'ÉTAIT
BERNARD TAPIE

l'Archipel

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel
92, avenue de France
75013 Paris.

ISBN 978-2-8098-2400-1

Copyright © L'Archipel, 2021.

À Anne

ADIEU L'ARTISTE

C'était un roc et nous avons tous fini par croire qu'il était insubmersible. À l'annonce de son double cancer de l'estomac et de l'œsophage, en 2017, la médecine ne lui donnait guère plus de sept à huit mois. Mais, à force de toiser la maladie, Bernard Tapie a tenu quatre ans. Il faut saluer son immense courage. Minimisant l'ultime épreuve, il disait : « Ce n'est pas une catastrophe. J'ai vécu d'une manière formidable. Quarante-deux ans avec une femme formidable. Beaucoup d'emmerdes, mais ça valait le détour. »

Quelques jours avant sa disparition, survenue le dimanche 3 octobre 2021 au petit matin, il criait encore : « Je vais te casser la tête, je vais te niquer, le crabe ! » Avec ses expressions bien à lui, le gamin du Bourget s'est souvenu de François Mitterrand pour qui « le cancer, c'est la guerre ». François Mitterrand, l'homme qu'il avait le plus admiré et qui fit de ce fils d'ouvrier un ministre de la République. Un ministre de la Ville qui n'aura tenu que quelques semaines, mais un ministre tout de même.

À l'annonce de sa mort, tous les médias ont salué « l'homme aux mille vies ». Mais c'était aussi l'homme aux cent talents. Il a été successivement, et parfois en même temps, chanteur, coureur automobile, vendeur de télé, homme d'affaires et homme de l'année, animateur de télévision, patron d'une équipe cycliste victorieuse du

tour de France, député, ministre, tête de liste aux élections européennes, taulard, écrivain, acteur au cinéma, au théâtre et au petit écran. Pour les Marseillais, c'est « à jamais le Boss », comme l'écrit *L'Équipe* en gros caractères. Sous sa présidence, en 1993, la cité phocéenne et le football français ont remporté leur unique Ligue des champions. Vingt-huit ans plus tard, malgré les millions du Qatar, le PSG n'a toujours pas été capable de décrocher un titre de champion d'Europe. Mais, avant tout, Bernard Tapie était un surdoué du baratin, capable de vendre de la glace aux Inuits ou du sable aux Bédouins.

Malgré tout, ce déferlement de commentaires dithyrambiques a surpris la plupart des observateurs étrangers. La France avait-elle perdu un chef d'État ? Le plus grand comédien de son siècle ? Un saint laïc, héritier de l'Abbé Pierre ? Toute la classe politique tricolore s'est pourtant bousculée pour lui rendre hommage, oubliant que Bernard Tapie, condamné par la justice à de multiples reprises, devait toujours un peu plus de 400 millions d'euros au contribuable. Et que, s'il bénéficie à jamais d'une image de Robin des Bois pour beaucoup de Français, c'était peut-être un brigand, sûrement pas au grand cœur, qui a toujours oublié de donner aux pauvres.

Commençons les hommages par ceux d'Emmanuel Macron, qui a salué son « talent », évoquant un homme « qui avait une combativité à déplacer les montagnes et à décrocher la lune, [qui] ne déposait jamais les armes ». Il faut rappeler qu'en avril 2021, lorsque Dominique et Bernard Tapie avaient été violemment agressés par quatre cambrioleurs dans leur résidence secondaire à Combs-la-Ville, en Seine-et-Marne, le couple présidentiel prenait non seulement des nouvelles des victimes, à plusieurs reprises, mais mettait en place un système de sécurité afin de protéger les Tapie après le départ de la police. Les milliers de salariés licenciés par l'homme d'affaires,

les personnes âgées ou les femmes seules frappés par des voyous n'ont jamais bénéficié d'autant d'égards de la part d'un chef d'État.

Quant au Premier ministre Jean Castex, il retient l'image du « combattant, [...] pour ses idées, ses convictions ». Même son vieil ennemi Jean-Marie Le Pen salue sa mémoire : « On a parlé et on parle encore des “années Tapie”, c'est dire le caractère exceptionnel de sa personnalité. » Pour Benoît Payan, le maire de la cité phocéenne, Bernard Tapie « fait partie de l'histoire de Marseille, l'histoire de nos plus grandes émotions collectives¹ ». Sans oublier Nicolas Sarkozy, Jean-Louis Borloo, François Bayrou, Anne Hidalgo, Xavier Bertrand. Certains proposent déjà de rebaptiser à son nom le Stade Vélodrome de Marseille.

Certes, plusieurs publications ont tout de même évoqué la part d'ombre du personnage. À commencer par *Le Monde*, qui rappelle les débuts poussifs de l'homme d'affaires, la déconfiture de la société Le Grand Dépôt et sa condamnation à un an de prison avec sursis dans le dossier Cœur Assistance². Sans oublier le sulfureux rachat des châteaux français du dictateur centrafricain Jean-Bedel Bokassa. Si l'OM gagne, pour parvenir à ses fins Bernard Tapie use de méthodes peu orthodoxes, souligne le quotidien du soir. « Les arbitres étrangers ont été grassement choyés : “On les a régalez à midi, le soir on les régalaient plus encore” », avouera-t-il, en leur fournissant notamment des prostituées³. Quant au quotidien *Libération*, sous un titre quelque peu provocateur (« Toutes affaires cessantes »), il rappelle, sous la plume de Renaud Lecadre, les propos de Bernard Tapie lui-même : « Dans les affaires, tout le monde triche, tout le

1. Dinah Cohen, « Les politiques rendent hommage à Bernard Tapie », *Le Figaro*, 4 octobre 2021.

2. Voir chapitre 8.

3. Fabrice Lhomme et Gérard Davet, « Mort de Bernard Tapie, un homme aux milles vies », *Lemonde.fr*, 3 octobre 2021.

monde ment. C'est le métier le plus pourri du monde¹. » Pour Laurent Mauduit, autre fin connaisseur de l'ancien patron d'Adidas, si Bernard Tapie a eu un incontestable talent, « c'est d'abord celui d'exploiter tous les passe-droits et avantages qu'autorise le capitalisme de connivence à la française² ». Car si « Nanard » a pu prospérer, c'est surtout grâce aux protections invraisemblables dont il a bénéficié, d'abord sous François Mitterrand, de 1981 à 1993, puis sous Nicolas Sarkozy, de 2007 à 2012. En revanche, ses affaires tombent en jachère lorsque Jacques Chirac (1995-2007), puis François Hollande (2012-2017), qui se méfiaient de lui, occupent l'Élysée. Quant à Emmanuel Macron, il a toujours eu une position fort ambiguë vis-à-vis du repreneur de Terraillon.

Sous le titre : « Pourquoi pleurent-ils autant Bernard Tapie ? », Natacha Polony, directrice de la rédaction de *Marianne*, rappelle que le franc-tireur incarnait avant tout la dérégulation financière, le modèle du *cost-killer* qui fit fureur outre-Atlantique à partir des années 1980. Le début d'une époque où les hommes d'affaires ne rachetaient plus des entreprises pour les faire prospérer et fabriquer de vrais produits, mais pour en tirer un maximum d'argent, avant de les jeter à la décharge avec leurs salariés. Dans un dessin publié par *L'Équipe*, illustrant l'arrivée au ciel de Bernard Tapie, l'ancien patron de l'OM jette à Dieu une pièce d'un franc de 1993. « C'est de la corruption ? », s'indigne le Créateur. « Une offre de rachat, ma couille ! », lui rétorque Nanard.

Adieu l'artiste ? Pour tous ses fans, l'ancien patron de l'OM, incarné par l'acteur Laurent Lafitte, va – presque – ressusciter sur la plateforme Netflix. Le tournage devrait

1. Renaud Lecadre, « Bernard Tapie, pour les milliards et pour le pire », *Libération*, 4 octobre 2021.

2. Laurent Mauduit, « Ce que Bernard Tapie a révélé de la République », *Mediapart.fr*, 3 octobre 2021.

débuter en 2022. La série couvrira une vingtaine d'années de la vie de Tapie, depuis ses débuts comme homme d'affaires jusqu'à l'aube des années 1990. De son vivant, le touche-à-tout flamboyant avait violemment critiqué ce projet : « Le faire sans me demander mon accord de principe, ce n'est pas très bien. Il y a des choses qu'on ne fait pas. [...] Emprunter mon nom, c'est lourd. Qu'il y ait des documentaires, c'est autre chose¹. » L'un des créateurs de la série serait Tristan Séguéla, le fils du publicitaire Jacques Séguéla, l'un des grands amis de l'ancien ministre de la Ville. Celui-là même qui, en 1987, avait organisé une rencontre avec un certain François Mitterrand.

Adieu l'artiste ? Pas tout à fait. On n'en a jamais vraiment fini avec Bernard Tapie.

1. Catherine Balle, « Sur Netflix, il sera incarné par Laurent Lafitte », *Le Parisien*, 4 octobre 2021.

1

Adidas ou le début de la fin

En 1990, Bernard Tapie achète Adidas 1,6 milliard de francs, mais sans y mettre un sou, 100 % à crédit. C'est, jure-t-il, « l'affaire de sa vie ». Mais fidèle à ses habitudes, très vite, il ne met plus guère les pieds dans l'entreprise, pris par ses multiples autres activités. Deux ans plus tard, devenu ministre, il demande au Crédit Lyonnais de revendre la marque sportive aux trois bandes. L'acheteur s'appelle Robert Louis-Dreyfus et l'établissement financier engrange dans cette opération d'importantes plus-values. Bernard Tapie s'estime floué et entame une procédure contre le Crédit Lyonnais. En 2008, un tribunal arbitral – une procédure privée – donne raison à l'ancien président de l'Olympique de Marseille et lui accorde 405 millions d'euros. Le 17 février 2015, la cour d'appel de Paris annule purement et simplement la sentence arbitrale. Tout est à recommencer. L'affaire Adidas est rejugée sur le fond à partir du 29 septembre 2015. Bravache, Bernard Tapie réclame cette fois... un milliard d'euros ! Auxquels s'ajoutent les intérêts, courant sur plus de vingt ans. Cet incroyable culot « scotcherait » presque les deux journalistes du *Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, pourtant fins connaisseurs du personnage. Le quotidien titre en une : « L'homme qui pense valoir un milliard. » L'article est accompagné d'un portrait

de Bernard Tapie tout sourire, lunettes noires, cravate et costume sombre¹.

Après vingt-deux années de procédures, va-t-on refaire le match, ce 29 septembre au palais de justice de Paris ? Bernard Tapie a encore revu ses exigences à la hausse : 1,174 milliard d'euros en réparation de son préjudice économique ; et 50 millions d'euros supplémentaires pour le préjudice moral. Mais le spectacle n'y est pas. Non seulement la plaidoirie de son avocat, M^e Emmanuel Gaillard, présenté comme un expert réputé de l'arbitrage, est ennuyeuse à mourir, mais la « vedette », que tous les médias attendent, n'a même pas fait le déplacement. « Compte tenu de la médiatisation extrême de l'affaire, ce n'est pas un signe de désintérêt, mais une preuve de respect », assure son défenseur, sans convaincre.

Le 3 décembre 2015, sans grande surprise, la cour d'appel de Paris déboute Bernard Tapie, qui doit donc rembourser à l'État les 405 millions obtenus en 2008. L'ancien patron d'Adidas annonce aussitôt qu'il se pourvoit en cassation. Visiblement effondré, il assure qu'il ne s'attendait pas à cette décision. « Elle est tellement féroce que, au-delà de la décision elle-même, je me pose une question majeure : pourquoi tant de haine ? Quand on lit le jugement, on sent que j'ai inspiré de la haine aux magistrats. »

Dans une longue interview accordée au *Monde*, il se dit « ruiné de chez ruiné. Plus rien. Tout va y passer. Tout [...] Oui, je suis K.O., je suis très malheureux car la maison que j'ai achetée il y a vingt-huit ans, on va me la vendre aux enchères. Je suis malheureux de voir qu'ils veulent me demander l'argent que je n'ai pas reçu », se lamente-t-il. Dans son langage fleuri, Nanard rappelle qu'un sondage paru dans *Le Point* « dit que 71 % des Français estiment

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, « Adidas : Tapie réclame un milliard d'euros à l'État », *Le Monde*, 10 juillet 2015.

que je me suis fait baiser¹ ». Fidèle à ses habitudes, il joue l'opinion publique contre l'establishment. Car l'arrêt que vient de rendre la cour d'appel est accablant pour lui : « Le groupe Tapie était en réalité pleinement informé de l'identité des huit cessionnaires, [...] il avait accepté le montage mis en œuvre », lit-on. Nulle trahison : au contraire, une parfaite connivence².

Nouveau revers judiciaire : le 18 mai 2017, la Cour de cassation le condamne définitivement à rembourser très exactement 404 623 082,54 euros). Auxquels s'ajoutent autour de 40 millions d'intérêts. Cette fois, l'ancien ministre a épuisé tous les recours. *Le Monde* rappelle que Bernard Tapie est « à titre personnel en liquidation judiciaire » et que « ses sociétés ont été placées en procédure de sauvegarde³ ». Comment pourra-t-il restituer de telles sommes ? La justice dispose d'environ 90 millions d'euros de biens saisis, notamment sa somptueuse propriété de Saint-Tropez achetée 48 millions d'euros. Le consortium de réalisation (CDR), chargé de gérer le passif du Crédit Lyonnais, a par ailleurs procédé à des saisies d'actifs en France et à l'étranger, notamment en Belgique.

Déjà mis en examen en juin 2013, avec cinq autres personnes, pour « escroquerie en bande organisée », Bernard Tapie l'est aussi depuis mai 2015 pour « détournement de fonds publics par une personne privée ». Comment expliquer que la justice française ait mis plus de deux décennies pour résoudre une énigme apparemment simple : est-ce Bernard Tapie qui a roulé le Crédit Lyonnais dans la farine, ou est-ce la banque, alors nationalisée, qui s'est

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, « Bernard Tapie : “J’inspire de la haine aux juges” », *Le Monde*, 5 décembre 2015. En fait, le sondage ne lui accordait que 56,2 %, ce qui est déjà beaucoup.

2. Hervé Martin, « Nanard au tapis », *Le Canard enchaîné*, 9 décembre 2015.

3. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, « Tapie définitivement condamné à rembourser 405 millions d'euros », *Le Monde*, 20 mai 2017.

empiffrée sur son dos ? À la décharge des juges, l'homme d'affaires et l'établissement financier ne collectionnaient plus les cadavres dans leurs placards : ils avaient carrément transformé leurs jardins en cimetières.

Les sœurs de Horst Dassler

Pour tenter d'y voir un peu plus clair, commençons par le début. Coup de théâtre à Rome le 7 juillet 1990. À la veille de la finale de la Coupe du monde de football, le Brésilien João Havelange, président de la Fédération internationale de football (Fifa), annonce : « Les responsables d'Adidas ont une grande nouvelle à vous communiquer. » Le président du conseil de surveillance et le directeur exécutif d'Adidas expliquent : « Pour assurer la continuité de la société, nous avons décidé de vendre 80 % des parts du capital d'Adidas à Bernard Tapie Finance. » En complet croisé beige, l'homme d'affaires est radieux. C'est le plus beau jour de sa vie. Il s'engage à ne pas lâcher sa prise « avant au moins dix ans ». Bernard Tapie explique qu'il négocie depuis neuf mois cette opération qui lui permet de devenir leader mondial du sport.

Un éléphant avalé par une souris ! Par quel miracle peut-il racheter un groupe quinze fois plus gros que le sien ? « Je ne peux pas le dire encore. Mais je peux vous dire que les fonds viennent de fonds propres, de banques européennes et de banques françaises », répond-il dans *Libération*¹. Le quotidien *Les Échos* donne des chiffres : Adidas, qui emploie neuf mille cinq cents personnes, a réalisé « un chiffre d'affaires de 3,25 milliards de marks, auquel s'ajoute 1,4 milliard de licences », soit au total environ 15,5 milliards de francs (2,3 milliards d'euros). Bernard Tapie Finance affiche un

1. Michel Samson, « Une affaire dont je rêvais », *Libération*, 9 juillet 1990.

chiffre d'affaires de 1,05 milliard de francs (160 millions d'euros). « Une comparaison qui mesure assez l'ampleur du défi et des risques¹. » D'autant que la marque allemande ne se porte pas bien : elle a perdu plus de 100 millions de marks en 1989, Nike et Reebok lui taillent des croupières. La grande entreprise allemande souffre depuis la disparition de son dirigeant, Horst Dassler, en 1987. Les héritiers, ses quatre sœurs et ses deux enfants, se déchirent.

Selon la légende, Bernard Tapie, qui ne parle pas allemand, se rend à Herzogenaurach, une petite bourgade de Bavière où siège la firme, et, grâce à son charisme, séduit tout le monde. L'homme d'affaires explique sa stratégie en quelques lignes : « Dans une famille habituée aux conflits, elles [les sœurs] n'étaient d'accord sur rien, et la prise de position de l'une était systématiquement rejetée par les autres. Il fallait donc les traiter séparément, comme pour les Horaces et les Curiaces, mais moins violemment. Des mois de discussions, des trésors de patience, des allers-retours incessants, finalement, j'avais réussi à les convaincre », écrit l'artiste dans son dernier livre².

Curieusement, alors que les sœurs Dassler – Inge, Karin, Brigit et Sigrid – sont quatre, Bernard Tapie écrit dans cet ouvrage consacré à sa défense dans l'affaire Adidas : « Il me fallait en effet négocier avec les trois sœurs Dassler, héritières de leur père Adolf et de leur frère Horst³. » Dans son précédent livre, l'homme d'affaires avait commis la même erreur : « Curieusement, le fait que je sois français et de gauche semble leur plaire. [...] Bref, les trois héritières me cèdent la marque aux trois bandes⁴. » Ce qui jette tout

1. B. H., « Bernard Tapie s'offre le leader mondial Adidas », *Les Échos*, 9 juillet 1990.

2. Bernard Tapie, *Un scandale d'État, oui ! Mais pas celui qu'ils vous racontent*, Plon, 2013, p. 63.

3. *Ibid.*

4. Bernard Tapie, *Librement*, Plon, 1999, p. 153.

de même un petit doute sur sa participation effective aux négociations.

Jacques-Marie Bourget, alors journaliste à *Paris Match*, conserve un tout autre souvenir concernant la détermination de Bernard Tapie à pénétrer le difficile marché allemand. « Peu avant l'annonce du rachat, l'hebdomadaire m'avait demandé de faire un sujet sur Bernard Tapie en vacances sur le *Phocéa*, au large des côtes espagnoles. Je l'ai contacté par radio marine, et après des négociations un peu compliquées j'ai pu monter à bord. Eh bien, à part se passer de la crème solaire sur le ventre, il ne faisait pas grand-chose d'autre, si ce n'est de jouer avec les équipements électroniques du bateau. Il n'était surtout pas pendu au téléphone¹. »

Benoît Bartherotte, ancien patron de la maison de couture Jacques Esterel, n'a jamais cessé de croiser le parcours de Bernard Tapie. Les deux hommes se sont souvent fâchés, notamment concernant le chantier naval de La Ciotat, et réconciliés. Aujourd'hui retranché au Cap Ferret, ce solide barbu de soixante-quinze ans assure n'avoir aucune haine contre l'ancien président de l'OM. « C'est un artiste à sa manière, mais il lui manque quelques principes moraux. Je déplore surtout qu'il n'ait pas mis tous ses talents au service du bien public. Je le considère surtout comme le thermomètre de la corruption française. » À quel titre Benoît Bartherotte peut-il donner son opinion dans le rachat d'Adidas et les compétences managériales de Bernard Tapie ? En révélant que, après la victoire de François Mitterrand en 1981, le pouvoir socialiste a pensé d'abord à lui, alors patron de la maison de couture Jacques Esterel, avant de se rabattre sur d'autres, « pour devenir des hommes de paille ayant pour mission de mettre la main sur des sociétés et de les essorer. J'ai refusé et je leur ai dit que c'était des

1. Entretien avec l'auteur, avril 2014.

voyous¹ ». Fabrizio Calvi et Thierry Pfister évoquent « ces années fric au cours desquelles les gesticulations financières de François Mitterrand ont transformé la France en un gigantesque loto pour une poignée d'affairistes² ».

Laurent Mauduit, cofondateur de Mediapart, auteur de *Sous le Tapie* et de *Tapie, le scandale d'État*, est certainement le meilleur spécialiste du scandale Tapie-Crédit Lyonnais. Il ne soupçonne pas, pour sa part, de liens de corruption entre François Mitterrand et l'aventurier de la finance. « À partir de 1984-1985, les socialistes se sont prosternés devant le monde de la finance et des entreprises. On connaît l'outrance de tous les nouveaux convertis. Les banques nationalisées se sont mises à empiler les investissements, sans beaucoup de discernement. Bien évidemment des personnages peu recommandables ont profité de l'ambiance de l'époque. Dès 1989-1990 des cadres du Crédit Lyonnais tiraient la sonnette d'alarme, le groupe de Bernard Tapie était en dépôt de bilan virtuel. Ils n'étaient pas écoutés³. »

Bernard Tapie raconte que, pour racheter Adidas, il n'a rencontré « aucun problème de financement », ajoutant : « L'acquisition d'Adidas était une excellente affaire si on lui apportait ce que j'avais l'habitude d'apporter dans les affaires précédentes. Ce que j'ai fait⁴. » C'est un pieux mensonge. Lors du rachat du champion du sport mondial, Bernard Tapie Finance bat de l'aile et lanterne à la Bourse de Paris. Le groupe ne garde la tête hors de l'eau que grâce à la Société de banque occidentale (SdBO), filiale du Crédit Lyonnais, qui ne cesse de lui prêter de l'argent et de financer l'intégralité de ses prises de participation. Le futur ministre

1. Entretien avec l'auteur, Cap Ferret, mai 2015.

2. Fabrizio Calvi, Thierry Pfister, *Le Repas des fauves*, Albin Michel, 2000, p. 107-108.

3. Entretien avec l'auteur, Paris, avril 2014.

4. Bernard Tapie, *Un scandale d'État*, op. cit., p. 63.

de François Mitterrand n'est qu'un repreneur-dépeceur-revendeur à la française, n'ayant d'autres préoccupations que de « faire du blé ».

« Il n'est que dans la communication et il ne se préoccupe guère des boîtes dont il s'empare. Tapie sait parfaitement qu'il n'est pas un chef d'entreprise », soulignait Laurent Carenzo, disparu en 2019 et longtemps l'un de ses proches avant de s'en éloigner¹. Pour l'ancien ministre François d'Aubert, auteur de *L'Argent sale*, dans lequel il décortique les investissements plus qu'hasardeux du Crédit Lyonnais, il n'y a pas photo : « Pour financer l'achat d'Adidas, la banque nationalisée a agi sur ordre de l'Élysée et de Matignon. N'oublions pas que c'est Pierre Bérégovoy qui a nommé Jean-Yves Haberer président du Crédit Lyonnais en septembre 1988, avec pour mission de devenir un partenaire dynamique des entreprises, à l'image des grandes banques d'affaires allemandes. En moins de trois ans, le portefeuille de participations du Crédit Lyonnais est passé de 5 à plus de 20 milliards de francs. On connaît le résultat². »

C'est à l'occasion de la reprise d'Adidas que nous nous sommes penchés pour la première fois sur le personnage Tapie. L'article, paru dans le magazine suisse *L'Hebdo*, s'intitulait « Le saltimbanque et le chevalier blanc ». Un quart de siècle plus tard, nous ne regrettons pas une seule ligne de ce reportage. Pourquoi n'avions-nous pas succombé au charisme de l'aventurier ? Sans doute en contemplant jour après jour l'affligeant spectacle donné par l'entreprise de pesage Terraillon, installée de l'autre côté du lac Léman, à un coup d'accélérateur du canton de Genève. Elle agonisait depuis sa reprise par Bernard Tapie en 1981. L'enquête nous avait mis en contact avec une ancienne employée de l'usine Wonder à Lisieux, dans le Calvados, que Bernard Tapie

1. Entretien avec l'auteur, Marseille, avril 2015.

2. Entretien avec l'auteur, Paris, avril 2014.

avait fermée malgré ses promesses. Elle nous confiait : « Il s'est moqué de nous et nous a humiliés, tenant des propos grossiers envers les femmes. » Les chômeurs qui tentaient d'intervenir dans les émissions de télévision – dédiées à la gloire de Bernard Tapie – ne passaient jamais à l'antenne.

Retenons le témoignage, datant de 1990, du journaliste Philippe Denoix, auteur d'un dossier décapant sur « Tapie et ses chiffres » : « Je suis surtout inquiet de l'incroyable légèreté de notre société qui supporte les frasques d'un joueur. Tapie trouvera sans doute l'argent pour s'approprier Adidas. Mais sans doute pas pour mener ensuite un travail industriel de fond. Et puis le vrai PDG d'une telle entreprise ne peut l'être qu'à plein temps. Tapie ira-t-il vivre en Allemagne¹ ? » On connaît la suite : non seulement le camelot n'a guère franchi le Rhin, mais il ne s'est presque jamais intéressé à cette multinationale, conquise sans verser un centime.

La revente de « l'affaire de sa vie »

« Le chouchou de Mitterrand, fort de ses appuis politiques, exige un financement complet de sa nouvelle marotte. Les fonds, dont Tapie est cruellement dépourvu, sont déboursés par un pool d'investisseurs dirigé par la SdBO », résumait Denis Demonpion et Laurent Léger². Soit 1,6 milliard de francs (240 millions d'euros). La SdBO participe au financement direct du rachat à hauteur de presque 35 %, soit 550 millions de francs. Le complément est apporté par la BNP (200 millions) et la Banque du Phénix (filiale des AGF), à hauteur de

1. Ian Hamel, « Le saltimbanque et le chevalier blanc », *L'Hebdo*, 19 juillet 1990.

2. Denis Demonpion, Laurent Léger, *Tapie-Sarkozy. Les clefs du scandale*, Pygmalion, 2009, p. 110.

250 millions. « Deux entreprises nationalisées, aux ordres de Pierre Bérégovoy¹. » Ajoutez l'intervention de la Bank of Tokyo, de la Long Term Credit Bank of Japan et de deux banques allemandes, la Bayerische Vereinsbank et l'Hypobank. Relevons au passage les contrevérités à répétition de Bernard Tapie qui déclare dans *L'Équipe* : « J'ai pu financer l'achat à hauteur de la moitié, le reste, je l'ai emprunté sur le marché financier. » Le même jour, il donne des chiffres différents au *Figaro* : « Je paie un tiers cash, 55 % grâce à l'endettement, et des banques prennent le solde². »

Un milliard six cent millions de francs : le prix de vente d'Adidas paraît particulièrement bas. *Les Échos* n'annonçaient-ils pas un montant évalué entre 3 et 3,5 milliards de francs ? Il est vrai que Bernard Tapie a promis d'injecter un autre milliard pour renflouer l'entreprise allemande avant la fin de l'année 1990. Une promesse que, bien évidemment, il ne pourra pas tenir. Airy Routier, rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, signale qu'en Allemagne on a parlé de versements complémentaires, « via des sociétés off-shore. Car le soupçon de détention par Tapie d'avoirs à l'étranger non déclarés est déjà récurrent³ ». Les banques françaises du secteur nationalisé – et donc indirectement les Français – ont offert un nouveau jouet à Nanard. Seulement, voilà, il doit tout de même rembourser les sommes prêtées ! Une première tranche de 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) un an plus tard, et le milliard restant (152,4 millions d'euros) l'année suivante. Or, les caisses de BTF sont vides, et la plupart de ses entreprises françaises – Terrailon, Testut, La Vie claire – s'enfoncent dans le rouge.

1. Christopher Vadot, *Tapie de A à Z*, Albin Michel, 1995, p. 19.

2. « Tapie chausse un peu grand avec Adidas », *Le Canard enchaîné*, 11 juillet 1990.

3. Airy Routier, *Le Phénix. Le retour de Bernard Tapie*, Grasset, 2008, p. 189.

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.lisez.com/larchipel/45

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur



www.facebook.com/editionsdelarchipel/



[@editions_archipel](https://www.instagram.com/@editions_archipel)

Achévé de numériser en octobre 2021
par Facompo